

BILAN DE MANDAT 2022-2023

Danièle OBONO

Députée de Paris  Groupe parlementaire
LFI-NUPES

- > Bibliothécaire de profession
- > Diplômée d'histoire, de lettres modernes et de sciences politiques
- > Militante afro-féministe, altermondialiste, écosocialiste
- > Habitante du 18^e arrondissement de Paris

> MEMBRE :

- . du Bureau de l'Assemblée nationale
 - . de la commission des Lois (Constitution, droits, libertés, justice, sécurité, collectivités territoriales...);
 - . de la commission des Affaires européennes ;
 - . de l'assemblée parlementaire franco-allemande
- > VICE-PRÉSIDENTE
du groupe d'amitié France-USA
- > JUGE
à la Cour de justice de la République

**CONTRE MACRON ET SON MONDE,
UNE MAJORITÉ POPULAIRE
EST URGENTE ET POSSIBLE !**

MON ACTIVITÉ 2022-2023 EN QUELQUES CHIFFRES

| | | | | | | | |
|---------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------|-----------|-------------------|------------------|
| 37 | 393 | 7 557 | 221 | 3 | 45 | 9 | 2 |
| semaines d'activité | interventions en hémicycle | amendements signés | amendements adoptés | propositions de loi écrites | cosignées | questions écrites | questions orales |

LA MACRONIE GOUVERNE À COUPS DE 49-3

Débats marquants de la session

BUDGET 2023 : au service des riches, au détriment du peuple

Poursuivant la logique ultra-libérale du précédent quinquennat, le gouvernement Macron-Borne a imposé par 49-3 un nouveau budget austéritaire. D'un côté, l'affaiblissement du pouvoir d'achat des ménages et des services publics avec notamment la réduction du bouclier tarifaire et la sous-dotation pour les dépenses des administrations publiques. De l'autre, le soutien acharné aux plus riches par le biais de nouveaux cadeaux aux grandes entreprises comme la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et le refus d'imposer une taxation sur les superprofits.

GOUVERNER PAR LES BESOINS : LES PRIORITÉS BUDGÉTAIRES DE LA NUPES



- Augmentation du Smic à 1 600 €
- Blocage des prix de première nécessité
- Taxation des superprofits
- Planification écologique
- Reconstruire l'hôpital public

RETRAITES : une réforme antisociale et antidémocratique

Face à une mobilisation historique et contre une majorité écrasante du peuple, Emmanuel Macron a usé de tous les ressorts les plus antidémocratiques pour passer en force sa réforme injuste, inutile et inefficace de recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Les député-es LFI et NUPES ont bataillé, dans la rue aux côtés des travailleureuses et dans l'hémicycle en leur nom, pour s'opposer à cette régression sociale et au déni démocratique. Nous avons fait le serment d'agir sans relâche par tous les moyens institutionnels à notre disposition pour rassembler une majorité qui mettra fin à cette réforme.

UNE AUTRE RÉFORME EST POSSIBLE



- Âge légal à 60 ans à taux plein pour une carrière complète
- Annuités ramenées à 40 ans
- Reconnaissance de la pénibilité étendue
- Pas une retraite en dessous du seuil de pauvreté à 1 128 €
- Consolidation du système par répartition basé sur la solidarité entre générations



UNE RICHE JOURNÉE d'initiative

Lors de chaque session, les groupes parlementaires à l'Assemblée nationale disposent d'une seule journée où leurs propositions de loi sont discutées en séance. On appelle cela une « niche ». Celle de notre groupe LFI NUPES a eu lieu le 24 novembre 2022 et nous avons initialement présenté 12 propositions de loi et de résolution

- Commission d'enquête UberFiles
- Augmentation du SMIC à 1 600 € net
- Inscription du droit à l'IVG et à la contraception dans la Constitution
- Abolition de la corrida
- Réintégration du personnel de santé non-vacciné grâce à un protocole sanitaire renforcé
- Allocation d'autonomie de 1 102 € pour les jeunes en formation
- Création d'un corps de fonctionnaire AESH
- Abaissement du seuil de signatures d'un RIP à 1 million
- Lutte contre la vie chère en Outre-mer
- Aide à la rénovation thermique des logements
- Contre la concentration dans les médias
- Gratuité des premiers m³ d'eau

Nous avons réussi à faire voter la proposition de loi visant à l'inscription de l'IVG dans la Constitution mais nous n'avons pas pu aller au bout des autres textes à cause de l'obstruction honteuse de LR et du RN (sur la corrida) et antiparlementaire du gouvernement (sur les soignant-es suspendu-es).



LES VICTOIRES de la NUPES

En mai 2023, la Nouvelle union populaire, écologique et sociale (NUPES) soufflait sa première bougie. Depuis plus d'un an, les 175 député-es élu-es sur la base de cette union et son programme travaillent de concert et constituent la **première opposition et alternative à la Macronie**. Cette stratégie nous a permis de remporter plusieurs victoires importantes.

- L'adoption de la proposition de loi de renationalisation d'EDF et d'accès au tarif réglementé pour les bailleurs et logements sociaux ainsi que pour les artisans, TPE et PME et ETI.
- L'adoption ensuite supprimée par 49-3 : d'une taxe sur les super-dividendes ; d'une enveloppe de 12 milliards d'euros pour la rénovation thermique des bâtiments ; d'une enveloppe de 3 milliards pour le développement du ferroviaire.

Le groupe de La France insoumise à l'Assemblée nationale est le plus actif et productif.

44

propositions de loi



27 000

amendements déposés



13

motions de censure déposées



1 259

questions posées



42

tribunes de presse



20

propositions de résolution



RÉOUVRONS LES ACCUEILS PHYSIQUES DES SERVICES PUBLICS !



La casse du service public ne se limite pas à l'hôpital et à l'école. La Poste, la CAF, les préfectures, la Sécurité sociale... : c'est l'ensemble des services publics essentiels répondant aux besoins de la population qui sont, chaque jour, moins nombreux et moins accessibles. Dans les quartiers populaires des grandes villes comme dans nos campagnes, on ne compte plus le nombre de structures de proximité qui ferment, sacrifiées sur l'autel de l'austérité.

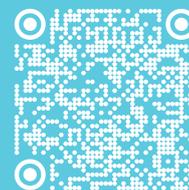
À la faveur de la crise sanitaire de la Covid-19, le gouvernement a donné un coup d'accélérateur à une politique de dématérialisation vécue par nos concitoyens et concitoyennes comme une terrible forme de déshumanisation. Guichets fermés, impossibilité d'obtenir un rendez-vous, « boîtes vocales qui rendent dingues », obligation de passer par l'informatique, délais de traitement déraisonnables, etc. Accéder à ses droits devient un véritable parcours du combattant.

C'est pourquoi Danièle Obono a déposé, en avril dernier, une proposition de loi cosignée par 90 députés de la NUPES et du groupe LIOT appelant à la réouverture des accueils physiques des services publics couplée à l'embauche de fonctionnaires en nombre suffisant et convenablement formés. Une proposition que la députée espère pouvoir défendre dans l'hémicycle dans les prochaines semaines.



Les services publics sont notre bien commun, le patrimoine collectif de tous les citoyens et citoyennes. Ils satisfont des besoins sociaux vitaux, produisent des services utiles au grand nombre et les rendent accessibles à tous et toutes, mais sont aussi un ciment de la société, en étant le vecteur de l'intérêt général. Les défendre mais surtout les renforcer et les développer sont des garanties essentielles de notre capacité à faire société.

Pour en savoir plus,
participer et soutenir
la campagne



COLLOQUE PARLEMENTAIRE

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, organisation d'un colloque de bilans et de perspectives sur la lutte contre le racisme et les discriminations, avec des chercheur·es, juristes, journalistes et acteur·trices de terrain.

RAPPORT D'INFORMATION

Co-rédactrice au sein de la commission des Affaires européennes d'un avis politique, adopté à une très large majorité (seul le RN a voté contre) sur le règlement européen relatif à la restauration de la nature. Ce texte contient des mesures contraignantes qui visent à nous permettre de rétablir un niveau sain de biodiversité et de lutter contre le changement climatique au niveau européen.



Prestation de serment comme juge de la Cour de justice de la République (27/07/22)



Marche contre la vie chère (16/10/22)



Lancement de l'institut insoumis La Boétie (05/02/23)



Manifestation contre la réforme des retraites (31/01/23)



Soutien aux éboueurs (14/03/23)



Rassemblement place de la Concorde contre le 49-3 (16/03/23)



Intervention aux journées du parti de la gauche européenne (07/06/23)



Tournée de remerciements aux Orgues de Flandres 19^e (30/06/22)

RENCONTRES avec les habitant-es

- **Balade de quartiers** : Evangile (18^e) ; Bassin de la Villetta-Manin (19^e) ; Riquet (19^e) ; rue d'Aubervilliers (19^e) ; Goutte d'or (18^e) ; Orgues de Flandres (19^e)
- **Échanges** avec les élèves de l'école élémentaire Jomard (19^e) et ceux du lycée Guimard (19^e), des jeunes suivis par l'association Korhom dans le cadre d'un stage « justice et citoyenneté », des habitant-es du quai de Seine sur la question de la toxicomanie (19^e)
- **Visite** des commerçant-es de la rue d'Aubervilliers concernant les conditions d'exercice de leur activité (18^e), des habitant-es de la place Mac Orlan sur les questions de sûreté publique (18^e), de la première cave sans alcool de France « Le paon qui boit » (19^e), de la librairie « La régulière » (18^e)

ASSOCIATIONS, collectifs, solidarités

- **Collectes** : jouets en décembre 2022 ; fournitures scolaires en septembre 2023 ; denrées alimentaires en avril 2023
- **Rencontre** avec les équipes : d'Activ'18 (18^e) ; de la Fédération de Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (19^e) ; de la Fédération syndicale des familles monoparentales (19^e) ; du Cèdre (19^e) ; de l'Association pour le dialogue et l'orientation scolaire (18^e)

COURRIERS aux exécutifs

- **Recteur de Paris** : sur les suppressions de classes dans les écoles Budin (18^e), Guadeloupe (18^e) et au collège Aimé Césaire (18^e) et sur la fusion des écoles 58 et 63 Archereau (19^e)
- **Ministre du Logement** : sur l'impact de l'augmentation des prix de l'énergie sur les résident-es en HLM et en co-propriétés (18^e-19^e)
- **Directrice de la CNAV Ile-de-France** : sur les conséquences de la dématérialisation à marche forcée pour les usageres et les associations locales
- **Ministre de la Culture** : sur l'avenir de la Cité des bébés, structure rattachée à la Cité des sciences (19^e)
- **Préfet de Paris** : sur les violences répétées sur des personnes trouvant refuge dans le secteur du boulevard de la Chapelle (18^e)

SOUTIEN aux mobilisations

- Nombreuses mobilisations contre les fermetures de classes dans les écoles et les collèges publics de la circonscription
- Collectif retraites Ile-de-France qui compte de nombreuses associations du 18^e et qui réclame la réouverture de guichet de la CNAV et la fin de la dématérialisation à marche forcée
- Agent-es mobilisé-es de la bibliothèque Fessart contre la fermeture d'une partie des locaux (19^e)

Visite de la Bonne tambouille place Mac Orlan dans le 18^e (08/10/22)



Commémoration à la mairie du 19^e des victimes de génocides (27/01/23)



Collecte alimentaire (28/04/23)



STOP AUX FERMETURES DE CLASSES !

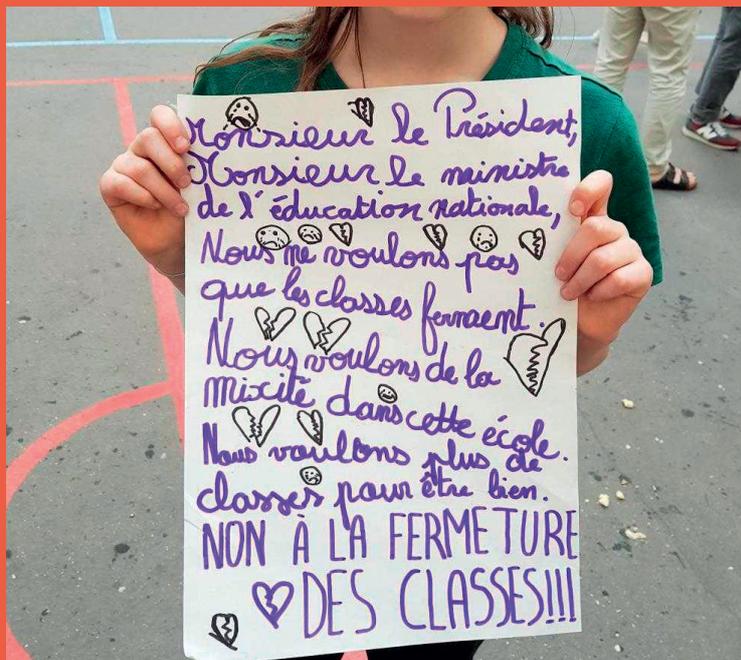
FOCUS

Au début de l'année 2023, le Rectorat de Paris annonçait la fermeture de près de 180 classes dans le primaire, mais aussi la suppression de 357 postes dans le primaire et le secondaire pour la rentrée 2023-2024. Dans la circonscription, ce sont les fermetures de 11 classes au statut REP et une classe au statut REP+ qui étaient initialement prévues ! Une baisse de moyens considérable, justifiée par une gestion purement comptable et déconnectée de la réalité de nos écoles.

Depuis de nombreuses années, le personnel et les parents d'élèves dénoncent à juste titre le manque d'enseignants qualifiés, d'infirmiers, de psychologues ainsi que les non-remplacements et les suppressions d'heures d'enseignement. Plutôt que de profiter de la relative baisse du nombre d'enfants scolarisés dans nos quartiers pour garantir des moyens suffisants et renforcer une mixité sociale largement mise à mal par le contournement de la carte scolaire et la fuite dans le privé, l'Éducation nationale décide d'asséner une nouvelle cure d'austérité à l'école publique.

Au cours des 6 derniers mois, personnels, parents et élèves de nombreux établissements se sont mobilisés contre cette énième attaque. À ce jour, seule la mobilisation de l'école Guadeloupe est parvenue à revenir sur la décision de fermeture.

Bravo et merci à tous et toutes de ne rien lâcher et de continuer la lutte sous des formes toujours plus inventives, joyeuses et fédératrices !



INTERVENTIONS DE DANIELLE OBONO AUPRÈS DES EXÉCUTIFS

- **Courriers au recteur de Paris** sur les suppressions de classes dans les écoles Budin (18^e), Guadeloupe (18^e) et au collège Aimé Césaire (18^e) et sur la fusion des écoles 58 et 63 rue d'Archereau (19^e)
- **Soutien aux rassemblements** inter-arrondissements contre les fermetures des classes du 18 mars 2023 ; aux mobilisations du collège Aimé Césaire (18^e) ; à la mobilisation contre la casse de l'école publique devant l'école Budin le 7 avril 2023 (18^e) ; à la « Nuit aux écoles » organisée à l'école Budin le 11 mai 2023 (18^e) ; à l'occupation des bureaux du directeur par les parents d'élèves de l'école Cavé (18^e)
- **Remise au ministre de l'Éducation nationale** des courriers et dessins d'interpellation des parents et élèves de l'école Budin (18^e)

Mobilisation à l'école Budin dans le 18^e contre la fermeture d'une classe (08/06/23)





LE DÉPUTÉ
SUPPLÉANT

Michel MONGKHOY

Chef de projet,
habitant du 19^e



L'ÉQUIPE

1

2

3

4

1

Brune SEBAN

Cheffe de cabinet
(coordonne
le travail
de l'équipe)

2

Émilie PAUMARD

Responsable
du travail en
circonscription

3

Barbara ZAULI

Chargée du travail
en circonscription

4

Yacine KHEDIM

Responsable
du travail
législatif

UNE SEMAINE TYPE DE DÉPUTÉE

DU LUNDI AU JEUDI

Travail à l'Assemblée :

débats en séance publique, en commission,
réunions des groupes parlementaires
et des différents groupes de travail.

DU VENDREDI AU DIMANCHE

Présence en circonscription :

permanences, rendez-vous, rencontres, visites,
marchés, manifs, etc.

AGENDA À VENIR (prévisionnel)

ÉTÉ 2023

- Projets de loi : justice ; partage de la valeur ;
espace numérique ; industries vertes

AUTOMNE 2023

- Projets de loi : asile et immigration ; travail
et plein emploi ; finances 2024 ; financement
de la Sécurité sociale 2024

NOUS RENCONTRER

EN MAIRIE, SUR RENDEZ-VOUS

Mardi 14h dans le 18^e

(1, place Jules Joffrin)

Jeudi 10h dans le 19^e

(5-7, place Armand Carrel)

@contact@deputee-obono.fr

09 61 68 60 35

NOUS CONTACTER

Danièle Obono

Assemblée nationale

126 rue de l'université 75007 Paris

daniele.obono@assemblee-nationale.fr

01 40 63 61 08

deputee-obono.fr

NOUS SUIVRE

@Deputee_Obono

@DeputeeObono

deputee_obono

Députée Obono

https://t.me/DeputeeObono

@deputee_obono